



REPUBLIQUE DU BENIN
MINISTRE DES ENSEIGNEMENTS
SECONDAIRE, TECHNIQUE ET DE LA
FORMATION PROFESSIONNELLE

Direction Départementale des
Enseignements Secondaire,
Technique et de la Formation
Professionnelle ALIBORI
(DDESTFP)

Lycée Technique Professionnel de
KANDI
(LTCI-KANDI)



EXAMEN-BLANC 2021-2022

G

DUREE: 2 HEURES

ECONOMIE

NB : Le candidat traitera l'un des deux sujets au choix.

SUJET 1 :

Consigne : Lisez attentivement le texte suivant et exécutez les tâches.

Texte :

Il y a eu récemment dans les **systèmes financiers africains** une innovation importante avec l'apparition d'organismes de microfinance, c'est-à-dire des organismes financiers orientés vers les petites entreprises, les personnes pauvres et les ménages qui n'ont pas accès au système financier plus structuré, pour mobiliser l'épargne et accéder aux services financiers (Basu *et al.*, 2004). Ces organismes appartiennent au secteur informel et aussi, dans une proportion restreinte mais qui augmente, au secteur formel. Toutefois, certains **organismes de microfinance** ne relèvent ni du secteur informel ni du secteur formel. Il s'agit d'organismes qui sont dûment constitués et souvent réglementés dans une certaine mesure, mais qui ne sont pas traités comme des banques ni assujettis à l'application de règles prudentielles au sens le plus strict.

L'émergence de ce secteur semi-formel semble très prometteuse pour combler le vide qui subsiste, en termes de services financiers, entre le secteur financier formel et le secteur financier informel. Beaucoup d'organismes de microfinance ont recours aux méthodes et parfois même à des interlocuteurs du secteur financier informel pour fournir des services financiers aux personnes pauvres et dans les zones rurales sans encourir des coûts prohibitifs. On voit aussi se tisser des liens entre organismes de microfinance et banques, dans la mesure où les premiers passent par les mécanismes de dépôt et de crédit des grandes banques du secteur formel.

Les organismes de microfinance du secteur semi-formel se prémunissent contre les risques en partie en recourant aux interlocuteurs et aux méthodes du secteur financier informel, par exemple en utilisant le mécanisme du crédit collectif. Mais la gestion des risques passe surtout par le développement d'une large base de clientèle et par le **plafonnement du montant des prêts**. Le portefeuille des organismes de microfinance en Afrique est de grande qualité. On estime en effet que le ratio de l'encours à risque sur trente jours à l'encours de prêt brut ne dépasse pas 4 % en Afrique, alors qu'il est supérieur à 5 % en Asie de l'Est, en Asie du Sud et en Amérique latine (Lafourcade *et al.*, 2005).

Le renforcement du secteur semi-formel pourrait aussi aider à densifier et à diversifier l'activité des systèmes financiers africains. Les organismes de ce secteur peuvent jouer un rôle crucial dans le financement de la croissance des petites et moyennes entreprises. Ils peuvent aussi participer à une mobilisation et à une mise en commun accrues des ressources financières, et contribuer ainsi directement à accroître le volume des ressources intérieures disponibles pour des investissements productifs.

En résumé, les marchés financiers restent fragmentés et segmentés et ils ne jouent pas pleinement leur rôle dans le développement économique des pays africains. L'**intermédiation financière** est limitée et inefficace dans le secteur formel, quasiment inexistante dans le secteur informel et en voie d'émergence seulement dans le créneau intermédiaire entre les deux. Si les ménages ont accès à certains services financiers fournis par le secteur informel, ces services restent coûteux et les ressources mobilisées ne sont pas utilisées pour des investissements. Les petites et moyennes entreprises, dans le même temps, ont toujours autant de difficultés à accéder à des services financiers adaptés à leurs besoins, notamment en matière de crédit. Les grandes entreprises du secteur formel et les riches particuliers vivant dans les centres urbains ont moins de problèmes pour accéder aux services financiers. Mais les banques ont tendance à investir les ressources qu'elles mobilisent dans des obligations d'État à fort rendement et à faible risque, ou à les prêter à leurs clients traditionnels sans tenir compte de la rentabilité de l'investissement (Senbet et Otchere, 2005).

Pour renforcer le rôle des ressources intérieures dans le développement économique, il est indispensable d'améliorer, en quantité et en qualité, les services d'intermédiation financière. Une meilleure intégration entre secteur financier formel et secteur financier informel, éventuellement par l'expansion du secteur semi-formel, augmenterait la couverture du secteur financier et permettrait de répondre aux besoins financiers d'un plus grand nombre de ménages et d'entreprises. Un secteur financier plus intégré pourrait mieux mettre

en commun les ressources mobilisées et procéder à la transformation d'échéance entre une épargne à court terme instable et des investissements à long terme stables. Un système financier efficace avec une meilleure couverture pourrait accroître les ressources financières de l'économie, mobiliser une plus grande partie de ces ressources en faveur de l'investissement et améliorer l'affectation des fonds en vue d'investissements productifs.

Le développement économique en Afrique
NATIONS UNIES
New York et Genève, 2007

TÂCHE :

I. COMPREHENSION DU TEXTE :

- 1) Expliquez les expressions soulignées dans le texte :
 - ✓ Systèmes financiers africains
 - ✓ Organismes de microcrédits
 - ✓ Plafonnement du montant des prêts
 - ✓ Intermédiation financière.
- 2) Enumérez les modes de fonctionnement du secteur semi formel lui permettant de se prémunir contre les risques.
- 3) Précisez les difficultés auxquelles sont confrontées les ménages qui accèdent aux services financiers fournis par le secteur informel.
- 4) Donnez l'idée générale du texte.

II. MAITRISE DES CONNAISSANCES :

- 1) Définissez :
 - Crédit-bail ;
 - Effet de levier ;
 - Régime économique
 - Management des organisations.
- 2) Pourquoi les usagers ont-ils tendances à se débarrasser de la monnaie en période d'inflation ?
- 3) Précisez les avantages du financement sur fonds propres des entreprises.
- 4) Quel est le rôle du marché monétaire dans l'UEMOA ?

III. MINI - DISSERTATION :

Pour renforcer le rôle des ressources intérieures dans le développement économique, il est indispensable d'améliorer, en quantité et en qualité, les services d'intermédiation financière.

Expliquez ce passage du texte.

SUJET 2 :

Analysez et appréciez l'affirmation suivante de SOJELIS : « L'inflation n'est qu'une conséquence d'un Etat ambitieux et vivant au-dessus de ses moyens. La maîtrise de l'inflation n'est possible que pour un Etat moins budgétivore... »

BONNNE CHANCE !